

Composition portant sur une question posée aujourd'hui à la société française dans ses dimensions judiciaires, juridiques, sociales, politiques, historiques, économiques, philosophiques et culturelle (1^{er} concours)

Note : 19/20

« LES CHANCES DE REUSSITES DANS LA SOCIETE CONTEMPORAINE »

S'il est plaisant de penser avec Camus que « la lutte elle-même vers les sommets suffit à remplir un cœur d'homme », force est pourtant de constater qu'au sein de la société contemporaine, les hommes manifestent souvent des ambitions bien plus précises, et exigeantes.

Réussir constitue aujourd'hui l'objectif premier des individus. Exigence tranchée, opposée à l'échec, la réussite recoupe selon les individus des réalités sensiblement différentes. Réussite sociale et professionnelle pour les uns, privée et familiale pour les autres : si les priorités ne sont pas toujours les mêmes, l'objectif reste quant à lui net et précis. Dans ce contexte, et au sein d'une République démocratique et libérale telle que la nôtre, l'Etat est de toute évidence appelé à jouer un rôle primordial, visant à donner à chaque membre de la société les chances de cette réussite. Celle-ci n'est en effet envisageable qu'au sein d'un groupe dans lequel chacun a la faculté d'accéder aux responsabilités professionnelles et sociales qu'il vise, et où chacun est en mesure de concrétiser un idéal de vie personnel, qui ne se conçoit qu'enraciné au sein d'une société dont il dépend étroitement. Dès lors, si le rôle du hasard quant à la réussite individuelle ne saurait être éradiqué totalement, celui-ci tend toutefois à se réduire à mesure que l'Etat se donne pour objet de favoriser la concrétisation d'une valeur considérée comme fondamentale dans la société contemporaine : le succès. Pour autant, l'Etat n'est évidemment pas seul en cause, et l'on ne saurait sous-estimer le rôle joué par les structures intermédiaires, disséminées au sein de la société civile, dans cette concrétisation de la réussite individuelle. Surtout, les hommes eux-mêmes restent en dernier ressort maîtres de leur réussite – en ce qu'il leur revient toujours de tirer profit des chances de réussite qui leur sont potentiellement offertes.

En définitive, la valorisation de la réussite au sein de la société contemporaine a de toute évidence conduit à multiplier les chances pour les individus d'y accéder. Ce constat laisse néanmoins ouverte la question des moyens employés à cet effet par l'Etat, les acteurs sociaux et les individus, ainsi que celle des contours de cette réussite que l'on évoque aujourd'hui plus au moins à tout propos. Ainsi, s'interroger sur les chances de réussite dans la société contemporaine conduit à envisager dans quelle mesure la réussite est-elle une valeur centrale (I), avant de se pencher sur la réalité et les failles de sa mise en œuvre, qui sembleraient la réduire à un objectif vain (II).

I – La réussite, valeur centrale de la société contemporaine

La réussite représente pour les individus la concrétisation véritable du principe d'égalité, au fondement de la démocratie (A). L'Etat s'attache à permettre cette réussite en garantissant en particulier l'égalité des chances, condition première de la réussite (B).

A – La réussite ou l'égalité concrétisée

L'abolition des privilèges par l'Assemblée constituante, dans la nuit du 04 au 05 août 1789, a posé l'un des principes fondateurs de la société contemporaine : l'égalité entre les individus. On retrouve ce principe à l'article premier de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de la même année, qui dispose que « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits » : à compter de cette date, et puisqu'il faut rappeler avec le Commissaire du Gouvernement Corneille que « la déclaration des droits de 1789 est toujours au frontispice des Constitutions républicaines » (CE 1917, Baldy), le droit à la réussite est celui de tous les citoyens. La rupture, on le voit, est radicale au regard de l'organisation de la société d'Ancien Régime, héritée de la tripartition fonctionnelle du Moyen-âge, dans laquelle la réussite d'un individu n'était concevable qu'au sein de son propre ordre. La première traduction de ce principe nouveau et révolutionnaire de l'égalité entre les hommes consiste en un avènement de la loi : Pierre Rosanvallon montre en effet comment la Révolution considère la loi comme un instrument privilégié afin de mettre un terme aux privilèges et de décatégoriser la société. L'auteur du Modèle politique français insiste sur la puissance de ce mythe de la « loi totale » : de la conception d'un législateur démiurge qui appréhenderait la société et son fonctionnement dans sa globalité afin d'en régler les moindres détails. Partant, la loi est en mesure d'assurer la réussite de chacun en ce qu'elle a vocation à appréhender chaque aspect de la vie sociale. En outre, l'égalité telle que revendiquée dès 1789 ne va par la suite cesser de s'étendre, de sorte que les catégories de la population qui en étaient initialement exclues – femmes, esclaves en particulier – ne forment aujourd'hui plus qu'un avec cette catégorie unique qu'est le genre humain. Cette tendance a sans aucun doute été favorisée par l'avènement de la société démocratique, dont Tocqueville a montré que la tendance à la réduction des inégalités était le grand moteur.

Au-delà de la proclamation formelle du principe d'égalité, et de son extension progressive, c'est également à sa concrétisation que se sont attachées les sociétés contemporaines. En effet, l'égalité que l'on dit réelle consiste en la faculté pour tous d'accéder à un rang, un statut, une position sociale, autre que celui d'origine. La mobilité sociale, fondement du « rêve américain », est au cœur des idéaux démocratiques et républicains. Nos sociétés entendent ne reconnaître des individus qu'émancipés de toute détermination objective : l'identité sociale républicaine est abstraite, et elle implique une égale possibilité pour tous les citoyens de progresser au sein de la société. En outre, notre société repose sur des valeurs telles que le travail, la liberté, la propriété. Elle promeut également l'accès à la société de consommation, corollaire du système capitaliste, auquel la réussite est aujourd'hui souvent intimement liée. Jean Baudrillard a montré, dans La société de consommation, comment les individus cherchaient à se procurer les signes du bonheur en consommant, l'objet étant devenu la nouvelle mesure de l'égalité entre les hommes. Ainsi, la définition et les modalités de la réussite individuelle apparaissent comme dépendantes de valeurs promues par la société qui l'abrite, et c'est aujourd'hui la mobilité sociale, alliée à l'accès au capitalisme de consommation, qui semble le mieux la servir.

Définir la réussite n'est toutefois pas la rendre possible : afin de concrétiser cette valeur, directement issue du principe d'égalité, dans la société contemporaine, l'Etat a dû mettre en place des instruments effectifs.

B – L'égalité des chances ou la réussite favorisée

Favoriser la réussite de chacun nécessite, pour une société à la fois démocratique et libérale, de concilier ces deux valeurs centrales que sont l'égalité et la liberté. Le concept d'égalité des chances, qui repose sur la notion d'équité, vise précisément à assurer la réalisation concrète du principe d'égalité, permettant ainsi à chacun d'avoir accès à la réussite, tout en n'entravant pas la liberté individuelle, en n'imposant en aucun cas, et contrairement aux idées révolutionnaires, une égalité mathématique entre les individus. Dans sa Théorie de la justice, publiée en 1971, John Rawls insiste sur le fait qu'une société juste n'est pas une société égalitaire mais une société équitable : autrement dit, les inégalités sociales sont recevables dans la mesure où celles – ci sont équitables – ce qui est le cas si l'égalité des chances entre les individus est respectée, et que la situation des plus défavorisés est plus favorable que si ces inégalités n'existaient pas. Tous les individus bénéficiant des mêmes droits et opportunités, les conditions de la réussite sont alors réunies pour tous, et il ne revient qu'aux hommes eux-mêmes de tirer profit de cette égalité des chances.

En effet, cette théorie de l'égalité des chances, dont l'objectif est de concrétiser le principe affirmé d'égalité métaphysique et juridique entre les hommes, place l'individu au centre de sa propre réussite. L'Etat n'intervenant qu'en amont, afin de garantir la répartition de biens fondamentaux tels que l'éducation, la santé ou encore la formation continue des individus, c'est à ces derniers qu'il revient de construire leur propre réussite. Les chances de réussite, on le voit, sont ici partagées entre l'Etat et les individus eux-mêmes, à qui il revient de donner forme à cette réussite. Cette exigence implique, en premier lieu, de définir ce qu'est la réussite. Si l'Etat ne peut, par le biais de la garantie de l'égalité des chances, appréhender qu'imparfaitement les exigences individuelles dans toute leur diversité, les individus savent en revanche précisément ce qui, pour eux, constitue la réussite. Chacun réalise alors ses propres arbitrages entre vie professionnelle et vie personnelle, entre vie de famille et vie sociale, entre réussite individuelle et réussite collective, de telle sorte que la réussite ne sera jamais la même pour deux individus différents. En définitive, l'égalité des chances rend les hommes égaux devant la réussite, et libres de définir et d'accéder à celle-ci. La responsabilité de chacun est, par suite, importante, puisque chaque individu doit non seulement saisir la chance que lui offre la société démocratique, mais encore se donner les chances de réussir. La méritocratie républicaine est généreuse mais exigeante, mais que serait la possibilité de réussir sans la liberté de se réaliser par soi-même ?

En ce qu'elle concrétise le principe révolutionnaire d'égalité, la réussite constitue sans conteste une valeur centrale de la société contemporaine – que l'Etat favorise par le biais du principe d'égalité des chances. Toutefois, la multiplication des situations d'exclusion, les situations d'échec – tant individuelles que collectives, ainsi que le sentiment aujourd'hui partagé d'une fossilisation de la société, conduisent à remettre en cause la permanence de cette valeur, et de sa réalisation, dans la société contemporaine.

II – La réussite, objectif vain au sein de la société contemporaine ?

L'observation de la société contemporaine ne peut que conduire à s'interroger quant à la réalité actuelle de l'exigence de réussite : les chances de réussite semblent en effet se réduire, à mesure que se manifestent de plus en plus de situations d'échec (A). Dans ces conditions, il semble aujourd'hui impérieux de redéfinir de manière réfléchie le nécessaire et fragile équilibre qui doit s'établir entre rôle de l'Etat d'un côté, responsabilité de l'individu de l'autre (B).

A – Des chances de réussite à la malchance de l'échec

C'est en premier lieu sur le plan personnel, privé, que la réussite paraît aujourd'hui faire défaut : sans aller jusqu'à la représentation extrême et caricaturale d'individus désaffiliés, en quête de sens et d'espoir, tels que Beckett a pu dépeindre Vladimir et Estragon, il est néanmoins incontestable que les hommes se considèrent généralement comme peu satisfaits tant sur le plan relationnel et familial que sur les plans culturels et psychologiques. Abraham Maslow, qui représente les besoins humains sous la forme d'une pyramide, considère que les individus ne peuvent atteindre le plein développement de leur psychisme que s'ils sont satisfaits sur cinq plans : il identifie en effet des besoins physiologiques et de sécurité – ces premiers niveaux constituant des besoins dits « élémentaires », ainsi que des besoins d'appartenance, d'estime de soi et de réalisation – qui constituent des besoins d'ordre supérieur, et correspondent véritablement à l'épanouissement de l'homme, à sa réussite. Or, il semble bien que si l'Etat-providence assure aux hommes la satisfaction des besoins élémentaires, les autres exigences ne sont en revanche souvent pas atteintes – ce qui crée des situations de frustration. Ces désillusions, subies par les hommes confrontés à leur inaptitude à réussir sur le plan personnel, sont vécues d'autant plus durement que la société, à mesure qu'elle s'individualise, donne à voir des modèles de réussite auxquels les hommes se trouvent confrontés en permanence. Un tel décalage entre un idéal de réussite personnelle souvent exigeant et des réalités individuelles nécessairement plus nuancées donne lieu à des réactions parfois extrêmes : il en va ainsi du phénomène de bifurcation biographique qui consiste pour un individu à recommencer, du tout au tout, une nouvelle vie. Au Japon, cette réalité a pris une ampleur telle que l'on parle aujourd'hui des « évaporés » - qui n'ont pour tout point commun que la volonté de disparaître sans laisser de trace, après être allé se purifier dans les sources du Mont Fuji. Ainsi, le défaut d'épanouissement et de réussite personnelle peut avoir des conséquences radicales. Il en va de même, dans une plus large mesure encore, du défaut de réussite sociale, ou professionnelle.

La réussite professionnelle n'est aujourd'hui certainement pas un automatisme, loin s'en faut, et ce quelle que soit la motivation et la volonté des individus concernés. De manière conjoncturelle, la crise économique et les difficultés financières des entreprises freinent considérablement les embauches, la flexibilité du marché du travail et, partant, la mobilité sociale – dont on a vu qu'elle constituait une condition de la réussite individuelle. La faillite de Lehman Brothers, le 19 septembre 2008, a symbolisé la faillite d'un modèle économique. Elle a, également, révélé les faiblesses structurelles de la société contemporaine, qui n'assure plus les conditions de réussite sociale pour tous les individus, indépendamment de leur milieu ou de leur origine. Bourdieu a montré comment le processus d'acculturation sociale, qui s'opère le plus souvent à notre insu, contribue à forger des habitus et favorise la reproduction des représentations et valeurs de la classe dominante de la société. Ce phénomène compromet largement l'égal accès de tous à un capital culturel et, par suite, aux responsabilités sociales et professionnelles, pour lesquelles ce capital constitue bien souvent un pré-requis. En outre, si les inégalités ont toujours existé, du fait même du refus d'imposer aux hommes une égalité qui serait de nature mathématique, la société tend aujourd'hui, de manière relativement inédite, à générer de l'exclusion : des individus se trouvent ainsi mis au ban de la société, privés de toute possibilité de réussir, du fait même qu'ils sont relégués en dehors de la société. Tant du point de vue conjoncturel que du point de vue structurel, la réussite professionnelle et sociale des individus semble aujourd'hui être devenue un mythe, le principe originaire de l'égalité des chances ne suffisant de toute évidence plus à assurer les chances de réussite.

Cette apparente faillite des chances de réussite doit nécessairement conduire à repenser la portée de cette idée, son contenu, et ses modalités, afin d'envisager comment redonner un nouveau souffle à un principe qui reste central et fondateur pour la société contemporaine.

B – Entre chance donnée et chance saisie : le fragile équilibre entre rôle de l'Etat et responsabilité de l'individu

Face à ce qu'il faut bien appeler une crise des chances de réussites et particulièrement de la mobilité sociale, l'Etat cherche aujourd'hui, au-delà de la promotion de l'égalité des chances, à favoriser la réussite en intervenant de manière plus directe sur les trajectoires individuelles. L'Etat-providence a tout d'abord été mis au service de cette ambition : les multiples interventions de l'Etat dans le secteur social et dans le monde du travail et qui se traduisent tant par une réglementation exigeante que par des interventions plus directes – comme le versement d'allocations, visent ainsi à permettre à chacun de réussir, de manière plus effective que les interventions commandées par le principe de l'égalité des chances, nécessairement cantonnées en amont des trajectoires individuelles. Ces politiques trouvent toutefois leurs limites dans le risque d'assistanat qu'elles induisent, et que Myriam Revault d'Allones a mis en exergue dans son ouvrage publié en 2008, L'homme compassionnel : si l'Etat se doit de fournir les chances de réussite, il ne doit en aucun cas se substituer aux libertés et choix individuels, sous peine de remettre en cause le principe fondamental de la responsabilité individuelle. Une autre voie est aujourd'hui régulièrement évoquée : celle de la discrimination positive. Prenant acte des insuffisances et du caractère largement utopique du principe de l'égalité des chances, ce mécanisme consiste à instaurer une telle égalité à rebours : à rompre l'égalité afin de favoriser ceux qui ont subi dès l'origine une discrimination. Cette politique, largement pratiquée aux Etats-Unis depuis que la Cour suprême l'a consacrée dans une décision de 1978, University of California, présente toutefois un risque majeur, qui est de remettre en cause la notion même d'égalité, sacrifiée dans son principe au nom de sa réalisation concrète. En outre, en ce qu'elle implique de définir des catégories de population devant être positivement discriminées, elle conduit à remettre en cause le principe d'indivisibilité de la notion républicaine de citoyen. En définitive, les dangers que la pratique de la discrimination positive présente doivent conduire à en nuancer les potentiels bénéfiques. Parallèlement à cette nécessaire prudence, la société ne saurait toutefois faire l'économie d'une réflexion quant aux moyens de ré-envisager les chances de réussite.

Repenser les chances de réussite implique en premier lieu de redéfinir ce qu'est la réussite. Celle-ci recouvrant des réalités pour le moins disparates : réussite économique, sociale, psychologique, affective et autres, seule une circonscription de son domaine peut permettre de définir dans quelle mesure l'Etat est non seulement fondé mais tenu d'intervenir afin de favoriser cette réussite, par opposition aux facettes de la réussite qui relèvent exclusivement de la responsabilité individuelle – l'Etat n'étant alors fondé qu'à garantir l'égalité des choses pour tous, conformément à ses ambitions originelles. En outre, et par suite, repenser les chances de réussite amène également à s'interroger sur les rôles respectifs de l'Etat et de l'individu. Dans son ouvrage Pour une clémente économie : au-delà du revenu d'existence, l'économiste Yoland Bresson plaide pour l'instauration d'un revenu minimum d'existence, qui permettrait de déconnecter l'existence du travail en assurant à tous la jouissance des droits fondamentaux tels que John Rawls les définissait : en particulier, l'éducation et la santé. Dans cette optique, l'Etat garantirait à tous, de manière égale, les chances de réussite, l'individu restant toutefois maître de son destin et de la trajectoire qu'il choisit d'emprunter. A l'image du principe d'égalité des chances, cette intervention de l'Etat a

posteriori, telle qu'elle a par exemple pu être mise en place en Alaska il y a quelques années, permet une conciliation effective entre ces deux principes fondateurs de la société contemporaine que sont la liberté et l'égalité.

Penser les chances de réussite dans la société contemporaine implique de réaliser l'importance de cette question au vu des valeurs qui sous-tendent notre société. D'une égalité formelle à une réussite réelle, du constat de l'échec à la réévaluation des moyens d'assurer la réussite : la réflexion met en cause la capacité même de la société à assurer sa cohérence, et le respect de ses principes. « Les hommes n'agissent qu'en cas de nécessité et ne connaissent la nécessité qu'en temps de crise », avait coutume de dire Jean Monnet. On ne peut aujourd'hui qu'espérer que la crise économique qui touche notre société conduise, jouant le rôle de révélateur, à engager une réflexion sans doute salutaire quant à la nécessaire réévaluation des chances de réussite dans la société contemporaine.